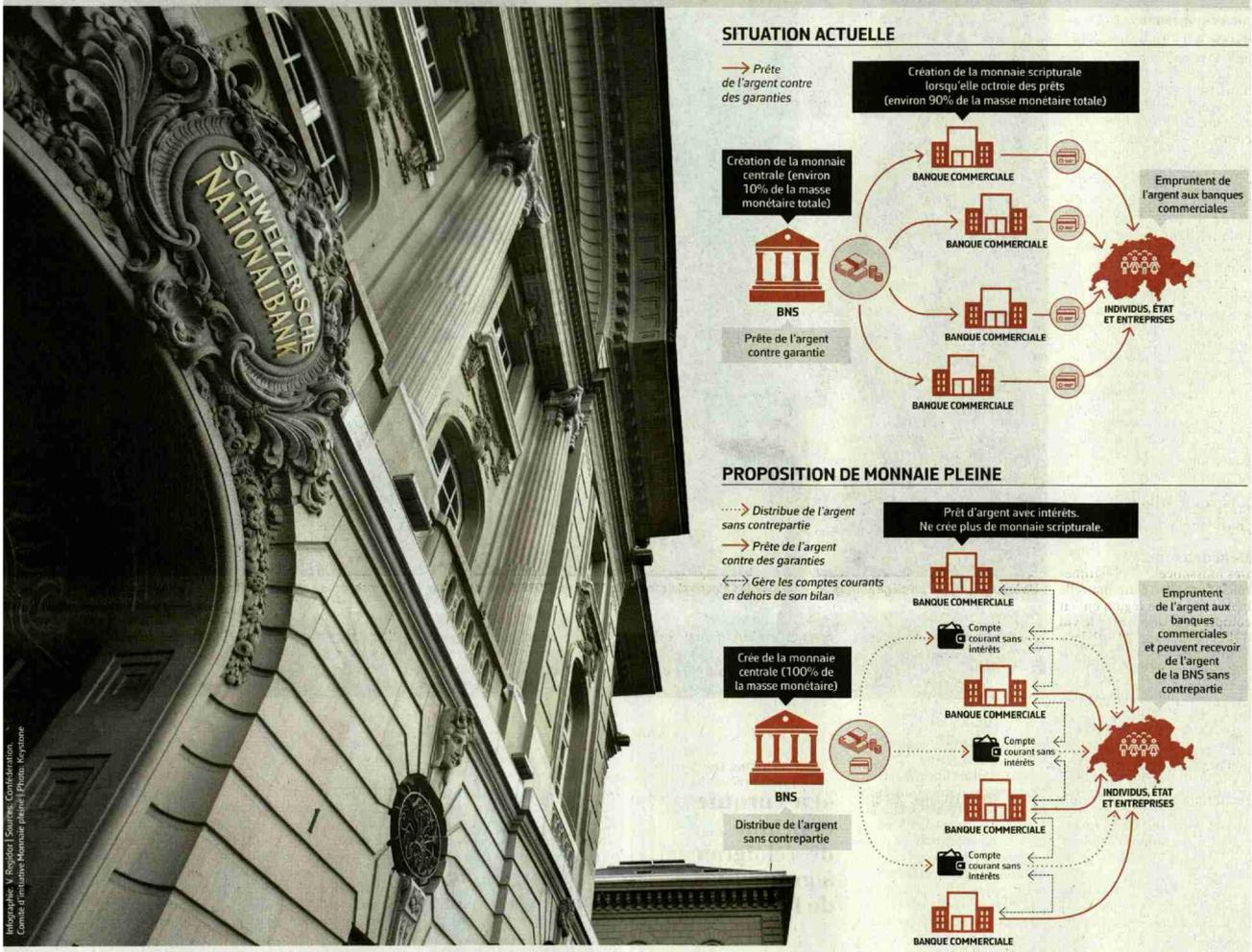




Le peuple est appelé à dire s'il veut bouleverser la manière de créer la monnaie. Mais de quoi s'agit-il?

Les clés pour comprendre l'initiative

CE QUI CHANGE, CE QUI DEMEURE INCHANGÉ





« YVES GENIER



Monnaie pleine » Le 10 juin prochain, le peuple suisse devra voter sur l'une des initiatives les plus redoutables posées par la démocratie directe: veut-il réformer en profondeur la manière d'émettre de la monnaie? Encore faudrait-il, avant d'y répondre, comprendre la question...

Hier, le chef du Département fédéral des finances, Ueli Maurer, a présenté ses arguments contre l'initiative: celle-ci amènerait la Suisse à faire cavalier seul avec une expérience inédite qui affaiblirait la place financière. Pour sa part, *La Liberté* a sollicité deux professeurs d'économie pour situer les enjeux à l'échelle des citoyens: Sergio Rossi, de l'Université de Fribourg, et Philippe Bacchetta, de celle de Lausanne. Le premier votera oui, le second dira non.

1 Quelle est la proposition?

Actuellement, la monnaie est créée d'une part par la Banque nationale suisse (BNS), qui la distribue aux banques commerciales contre la mise en gage d'actions, d'obligations et d'autres titres, et d'autre part par les banques commerciales elles-mêmes lorsqu'elles accordent des crédits, comme des hypothèques et des leasings. L'initiative veut que ces dernières ne puissent plus créer d'argent. Elles continueraient à accorder des prêts, mais uniquement sur la base de

l'épargne qui sera déposée chez elles et des emprunts qu'elles auront contractés sur les marchés financiers. Cette mesure doit empêcher les banques commerciales «d'abuser de leur capacité d'ouvrir des lignes de crédit», comme le résume Sergio Rossi, et donc de faciliter l'éclosion de bulles financières. Pour Philippe Bacchetta, cette proposition empêcherait les banques de participer à la création de ressources économiques et ne se justifie que par une simple raison: «Laisser les banques commerciales créer de l'argent, du point de vue des initiants, c'est moralement inacceptable».

2 Sera-t-il plus difficile d'obtenir un crédit?

Les banques commerciales pourront toujours octroyer des prêts. Mais ces derniers ne seront financés que par les dépôts d'épargne et par les fonds qu'elles auront pu emprunter ailleurs. Selon Sergio Rossi, «l'octroi de crédit serait mieux encadré grâce à un système qui le régulerait plus efficacement qu'aujourd'hui». Néanmoins, la plupart des spécialistes doutent que les banques puissent conserver toutes leurs capacités de prêter puisqu'elles ne pourront plus recourir à la monnaie scripturale. En fin de compte, c'est la BNS qui décidera du volume global des crédits qui pourront être accordés aux individus, aux entreprises et aux administrations publiques, puisqu'elle aura seule la faculté de créer de la monnaie.

3 L'épargne sera-t-elle plus sûre?

Selon les initiants, les comptes courants (salaires, etc.) seront mieux protégés qu'aujourd'hui car ils ne seront plus inclus

dans les bilans des banques commerciales. Aussi, ils ne seront pas concernés par les faillites bancaires. En outre, l'un des objectifs de cette initiative, est de faire en sorte que la BNS, lorsqu'elle émet du franc, le distribue sans rien demander en échange. Aujourd'hui, elle exige la remise de titres financiers en échange des fonds qu'elle avance.

Cette proposition est jugée sévèrement par nos deux économistes. Cette gratuité fausse la signification de la monnaie: au lieu d'être un terme de l'échange (francs contre travail, francs contre rendement des placements, etc.), elle devient un cadeau, perdant ainsi une partie de son sens. Et en plus, ce surplus d'argent pourrait entraîner une hausse des prix à la consommation (inflation).

4 Les coûts seront-ils abaissés?

Les partisans de l'initiative le pensent. Les banques auraient des coûts d'exploitation réduits puisqu'elles ne devraient plus entretenir les armées de spécialistes qui leur permettent d'appliquer la très complexe réglementation actuelle. De plus, elles pourraient emprunter sur les marchés financiers à des conditions plus favorables car elles présenteraient des risques réduits. «Les crédits à leurs clients seraient donc moins chers», avance Sergio Rossi. Les opposants à l'initiative prévoient le contraire. «Les banques ne pourront plus employer les comptes courants de leurs clients pour se refinancer. Elles devront donc emprunter davantage sur les marchés financiers», rétorque M. Bacchetta.



La Liberté
1705 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 39'390
Parution: 6x/semaine



Page: 6
Surface: 113'374 mm²



UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
UNIVERSITÄT FREIBURG

Ordre: 1086479 Référence: 69286165
N° de thème: 377.021 Coupure Page: 3/3

5 L'initiative a-t-elle des chances de passer?

Selon un sondage Link publié hier, 60% des électeurs n'ont pas encore entendu parler de l'initiative Monnaie pleine. Ce qui ne veut pas encore dire qu'elle serait refusée. Néanmoins, ses chances d'être acceptées paraissent maigres. Le peuple a systématiquement rejeté les initiatives visant à réformer la politique monétaire.

L'initiative a contre elle, en outre, sa redoutable complexité. «Il est bien de débattre publiquement de sujets économiques et monétaires. Mais encore faut-il que les propositions soumises au peuple soient pertinentes et bien définies. Or, le texte proposé est ambigu et les arguments ne tiennent pas la route», critique Philippe Bacchetta. Sergio Rossi, pour sa part, votera oui même s'il critique certains aspects du texte «afin d'ouvrir un débat sur le système bancaire, que l'on pourra ranimer lorsque surviendra la prochaine crise financière». »